

<https://www.ricochets.cc/Le-macrolepenisme-toujours-la-pour-servir-le-Capital-et-taper-sur-la-gauche-7898.html>



Le macrolepénisme, toujours là pour servir le Capital et taper sur la gauche

- Les Articles -



Date de mise en ligne : dimanche 13 octobre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'Etat-capitalisme pille la planète et exploite les travailleurs, et quand il est aux mains des droites, les pauvres et salariés sont encore plus essorés au profit des riches et possédants, les biens communs sont liquidés et bradés au privé, tandis que « le secteur public » réduit à peau de chagrin encaisse les coûts.

Sans surprise, le gouvernement putschiste Macron/Barnier/RN accentue la pression sur les classes subalternes, moyennant quelques légères ponctions temporaires des plus riches.

En revanche, c'est bizance pour l'armée et la flicaille, pour la répression, la surveillance, les recherches techno-scientifiques qui alimentent l'innovation destinée au sinistre marché capitaliste et aux armes de guerre.

Au fond le problème n'est pas leur budget de merde orienté business, oligarques et pro-riches, le problème, aujourd'hui encore plus qu'hier, c'est qu'on est pas en démocratie et que les tyrans parodent, le problème c'est l'existence de l'Etat, de gouvernements et du capitalisme. Le problème n'est même pas la répartition des « richesses » produites par ce système mortifère, le problème c'est ce modèle de société destructeur et totalitaire qui produit la plupart de ses « richesses » en fabriquant des ruines et des cadavres.



Le macrolepénisme, toujours là pour servir le Capital et taper sur la gauche

Budget 2025 : saignée dans l'éducation, augmentation des moyens pour la répression

Tout le monde connaît la formule attribuée à Victor Hugo : « Ouvrez une école, vous fermerez une prison ». Avec le néolibéralisme autoritaire, c'est exactement l'inverse : moins d'éducation et plus de répression.

Des profs en moins

Le budget 2025 a été présenté le 10 octobre, et le gouvernement prévoit une saignée dans l'Éducation nationale : 4.000 postes d'enseignants en moins par rapport à 2024. Les suppressions de postes seront faites principalement dans les écoles maternelles et élémentaires, a indiqué le ministère.

En 2023, l'État avait déjà supprimé 1.500 postes, et près de 2.000 en 2022. En 2024, une suppression initiale de 2.500 postes avait été annoncée avant d'être réduite. Des milliers d'enseignant-es manquent dans les salles de

classe, pendant que les plus riches mettent leurs enfants dans les écoles privées, bénéficiant de plus de moyens. Le premier syndicat dans le primaire a qualifié cette décision de « sabotage de l'école publique ».

Les enseignant-es français-es sont déjà parmi les moins bien payé-es des pays développés, de nombreux cours ne sont pas assurés faute de personnel, et il est strictement impossible d'apprendre à lire et à compter à plus de 30 enfants en bas âge. Pour couronner le tout, cette réduction d'effectifs s'accompagne de la nomination d'une Ministre de l'Éducation qui n'a absolument aucune compétence ni formation dans le domaine.

Toujours plus de flics

À l'inverse, le projet de loi de finances prévoit une augmentation de près de 600 millions d'euros du budget du Ministère de l'Intérieur, notamment pour la police et la gendarmerie, afin de respecter l'annonce de Macron d'augmenter le budget du ministère de l'Intérieur de 20 à 25 milliards en cinq ans.

« Pour faire face à toutes les menaces et aux besoins importants en matière de sécurité, les moyens des forces de sécurité sont consolidés » explique le gouvernement. Il s'agira notamment de recruter 2.000 policiers de plus que l'an dernier et d'augmenter les salaires des forces de répression. Le régime sait où sont ses priorités. Une rallonge de 15 milliards d'euros avait déjà été validée par Darmanin en 2022 dans le cadre de la loi dite LOPMI - loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur. La police croule sous les moyens.

Un hold-up sécuritaire

Un dépouillement de l'État social, celui qui soigne, qui aide et qui éduque. De l'autre, un renforcement de l'État pénal, celui qui mutilé, qui tue et qui enferme

L'année dernière, le budget de l'Éducation avait déjà été amputé de 600 millions d'euros et celui de la répression augmenté. Il n'y a pas de « manque de moyens » ni de prétendu « équilibre budgétaire ». Seulement une redistribution massive : d'un côté, un dépouillement de l'État social, celui qui soigne, qui aide et qui éduque. De l'autre, un renforcement de l'État pénal, celui qui mutilé, qui tue et qui enferme. Tout cela pour maintenir un ordre économique toujours plus injuste et violent.

À toute fin utile, on se souvient que la liste arrivée en tête des élections législatives cet été promettait l'augmentation du salaire minimum, la restauration des services publics, notamment l'embauche massive d'enseignant-es, et le démantèlement des unités de police les plus violentes. Mais tout cela est déjà un lointain souvenir...

(sur Contre Attaque, avec des liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/10/11/budget-2025-saignee-dans-leducation-augmentation-des-moyens-pour-la-repression/>)

Budget 2025 : Les bourgeois toujours gagnants sous Macron

- [Budget 2025 : Les bourgeois toujours gagnants sous Macron](#) - Face à la présentation du budget 2025 par le gouvernement Barnier, les médias se montrent, à leur habitude, parfaitement homogènes dans leurs réactions. Il s'agirait d'un revirement de Macron, qui, soudainement acculé par le niveau du déficit public (environ 6% cette

année, contre une prévision -comme toujours fausse- à 5%), se mettrait à réduire les dépenses et à faire payer les riches. Derrière ce théâtre d'ombres, animé par un Michel Barnier feignant de découvrir la situation économique du pays, la réalité est toute autre. Macron s'est toujours attaqué à notre modèle social et seules les entreprises et les plus fortunés ont bénéficié de ses largesses. Avec ce nouveau budget, il va simplement encore plus loin dans les « efforts » exigés des pauvres. Quant aux entreprises et aux plus fortunés, la contribution qui leur est demandée est dérisoire, d'autant plus au regard des dépenses publiques massives dont ils ont bénéficié ces dernières années.

(...)

Car en vérité, ce budget ne vise rien de moins qu'à poursuivre la démolition progressive et implacable de notre modèle social.

Cela n'a rien de rigoureux, ni d'austère, et cela ne relève encore moins d'un freinage prudent destiné à prévenir un quelconque dérapage. C'est une politique de classe, d'une froide efficacité, qui exige toujours davantage des plus démunis, rogne leurs droits, tout cela pour que l'économie française puisse continuer à satisfaire les appétits des plus fortunés, tout en s'efforçant, sans grande réussite d'ailleurs, de se conformer aux exigences de la technocratie européenne et à ses normes budgétaires édictées arbitrairement.

(...)

Dans la résistance à ce budget inique, l'attention médiatique se concentrera, une fois de plus, sur les débats parlementaires. Le scénario est prévisible : une bataille d'amendements sans espoir d'aboutir, un passage en force du gouvernement par l'article 49-3, suivi d'une motion de censure qui échouera, la gauche refusant de soutenir celle de l'extrême droite, et inversement. Ce jeu de postures semble sans fin. La véritable solution se trouve ailleurs. Continuons à la chercher collectivement. Dans quelques semaines, nous fêterons les six ans du soulèvement des Gilets Jaunes. L'occasion de raviver certaines méthodes qui ont fait leurs preuves ?



Le macrolepénisme, toujours là pour servir le Capital et taper sur la gauche

Alliance Macron - Le Pen : le RN empêche le débat sur la destitution du président

Soyons honnêtes, même si la majorité des français rêvent de voir Macron destitué, il y avait très peu de chances que les parlementaires valident cette proposition.

En effet, la Cinquième République ne se contente pas de donner les pleins pouvoirs aux présidents, elle les

rend aussi intouchables. Il faut que les deux tiers des élus à l'Assemblée et au Sénat votent la destitution d'un président pour qu'il tombe. Mission quasi-impossible, étant donné la veulerie de la classe politique et l'absence de représentativité de ces institutions.

Pour autant, le projet de destitution aurait dû être débattu au Parlement, et aurait mis en difficulté les macronistes. Cela n'arrivera pas, puisque le Rassemblement National a volé au secours du clan présidentiel.

La France Insoumise avait enclenché une procédure de destitution suite au coup de force réalisé après la dissolution. Et pour la première fois de l'histoire de la Cinquième République, la première étape de la procédure avait été validée par le bureau de l'Assemblée, les quatre groupes de gauche s'étaient prononcé pour.

Le texte avait ensuite été rejeté en commission des lois la semaine dernière, mais devait être inscrit au plus tard le 15 octobre à l'ordre du jour. Sauf que les présidents des trois groupes macroniste, celui de la droite radicale LR et celui de l'extrême droite Ciottiste s'y sont opposés. Quant au RN, qui prétend être un parti d'opposition à Macron, il s'est abstenu. C'est cette abstention qui a donc permis l'arrêt de la procédure. **Si le RN avait voté pour, la procédure aurait continué. Marine Le Pen a donc épargné à Macron un débat sur sa destitution.**

Cela n'est pas une surprise : **Le Pen et Macron sont en réalité un duo. Depuis 2017, Le Pen fait semblant d'être une opposante, et Macron utilise le vote barrage pour se maintenir au pouvoir tout en appliquant, dans les faits, le programme du RN.** Depuis des années, le RN et les macronistes ont voté ensemble de nombreuses mesures, notamment la très raciste "loi immigration", les lois répressives, ou se sont opposés ensemble à l'augmentation du SMIC et à la taxation des riches.

Cette alliance a été renforcée et assumée cet été, puisque Macron a décidé de piétiner le résultat d'élections qu'il avait lui-même convoquées, niant la victoire du Front Populaire, pour former un gouvernement de droite radicale, validé par le RN, et qui s'apprête à appliquer des mesures racistes, autoritaires et néolibérales calquées sur l'extrême droite.

Avec la dissolution de l'Assemblée en juin, le président espérait une cohabitation avec l'extrême droite, qui venait de réaliser le plus gros score de son histoire, alors que la gauche était divisée et diffamée quotidiennement dans les médias des milliardaires.

Encore une fois, le RN prouve qu'il est l'assurance-vie du système : après avoir offert 10 ans de présidence à Macron, le parti de Le Pen est aux portes du pouvoir, aidé par Macron et ses amis capitalistes. L'objectif est simple : continuer à appliquer la même politique au service des riches, mais encore plus violente, et sous un régime néofasciste. Et empêcher à tout prix la gauche, même modérée, d'appliquer des mesures sociales.

(source :

<https://contre-attaque.net/2024/10/09/alliance-macron-le-pen-le-rn-empeche-le-debat-sur-la-destitution-du-president/>

)



Le macrolepénisme, toujours là pour servir le Capital et taper sur la gauche

40 milliards de coupes budgétaires, lever de bouclier, contre la taxation des riches : La république privatisée

1795, le révolutionnaire Gracchus Babeuf dénonce le fait que la « res publica » soit devenue la « res privata » des riches.

2024 : levée de boucliers des macronistes à l'annonce d'une « contribution exceptionnelle » des plus fortunés.

En 1795, le Directoire, dirigé par la bourgeoisie financière, s'occupait de détricoter toutes les mesures sociales mises en place par les révolutionnaires en 1793 : rétablissement du suffrage censitaire, fin du contrôle des prix de première nécessité, augmentation de la répression contre le vol... **Dans ce crépuscule de la Révolution française, Gracchus Babeuf, précurseur du communisme et de l'anarchisme, décrivait la confiscation de la République - étymologiquement, « affaires publique », « intérêt public » - par les plus riches, la transformant ainsi en un régime au service d'intérêts privés.** Le révolutionnaire est exécuté deux ans plus tard, après avoir tenté de renverser le système.

Aujourd'hui plus que jamais, nous vivons dans la « res privata » des riches. On en a de nouveau la démonstration avec la levée de boucliers générale après l'annonce par Michel Barnier dans son discours de politique générale d'un timide effort qui sera demandé aux plus aisés afin de contribuer à redresser les comptes publics. Une tribune d'élus macroniste a poussé de grands cris contre une éventuelle taxation des ultra-riches, qui bénéficient de cadeaux indécents part depuis des années.

Pourtant, toutes les formes ont été mises pour froisser le moins possibles nos bourgeois. Il s'agit d'une contribution "exceptionnelle", elle ne concernera que 0,3% des foyers, elle ne sera que temporaire, on ne touche pas aux dividendes des actionnaires. On ne parle même pas de rétablir l'ISF ou d'encadrer les très hauts salaires. Pour rappel, les plus fortunés se sont plus que goinfrés de tous les cadeaux faits par Macron ces dernières années (flat tax, suppression de l'ISF...). La fortune des milliardaires a été multipliée par 3 depuis 2017. Le SMIC a-t-il été augmenté de 300% dans le même temps ? Évidemment pas.

Laurent Saint-Martin, le ministre du Budget et des Comptes publics, promet un effort à fournir "exceptionnellement, temporairement". On ne se rappelle pas d'un ministre faisant preuve d'autant de mesure lorsqu'il fallait annoncer la suppression de milliers de postes de fonctionnaires, une réforme de l'assurance chômage ou un report de la hausse des pensions de retraite, qui touchent pourtant des millions de personnes.

Cette taxation touchera un "ménage sans enfant qui touche à peu près des revenus de 500.000 euros par an". 500.000 euros, un demi million d'euros. Pour un ménage français au SMIC, il faudra près de 12 ans pour arriver à cette somme, 25 ans pour une personne seule... Rappelons que cet argent, la plupart ne l'ont pas gagné à la force de leurs bras comme voudrait nous le faire croire le roman national de la start-up nation, où des self made men armés uniquement de leur cerveau et d'un goût prononcé pour la "valeur travail" (contrairement aux feignants de chômeurs), auraient construit de merveilleuses entreprises où travaillent des salariés heureux, et fait ruisseler le fruit de leur travail sur nous autres, pauvres plébéiens. **Rappelons aussi que plus de 80% des milliardaires français ne sont que des héritiers.**

Quelle forme prendra ce prélèvement, personne n'en sait rien. Les plus riches étant les champions de l'évitement fiscal, on se doute qu'il s'agit surtout d'un effet d'annonce, un os à ronger lancé par Barnier à la gauche après les mille et un cadeaux fait à l'extrême droite.

Ce ne sont pas les plus fortunés qui vont devoir mettre la main au portefeuille en réalité. Ce sont les dépenses publiques qui vont majoritairement supporter l'effort financier. Une baisse de 40 milliards, sur des services publics déjà à terre.

Plus de 2000 enfants dorment à la rue en France, un chiffre qui a augmenté de 120% en 4 ans. Mais ce qui inquiète les politiques, c'est que nos "pauvres riches" puissent avoir à desserrer le cordon d'un demi millimètre. Dès qu'il s'agit de défendre les plus précaires, on les entend moins. Darmanin qualifie carrément d'"inacceptable" cette contribution des plus aisés. À quel moment peut-on être autant affecté par l'annonce d'une mesure touchant quelques dizaines de milliers d'ultra riches qui, déjà, payent moins d'impôts en proportion que les classes moyennes ?

Les bourgeois se roulent dans la fange de leur faillite morale. Cette faillite morale qui s'étale dans les journaux et sur les plateaux télé, sans qu'aucun contradicteur ne vienne remettre les pendules à l'heure et amène un peu de décence dans ce débat.

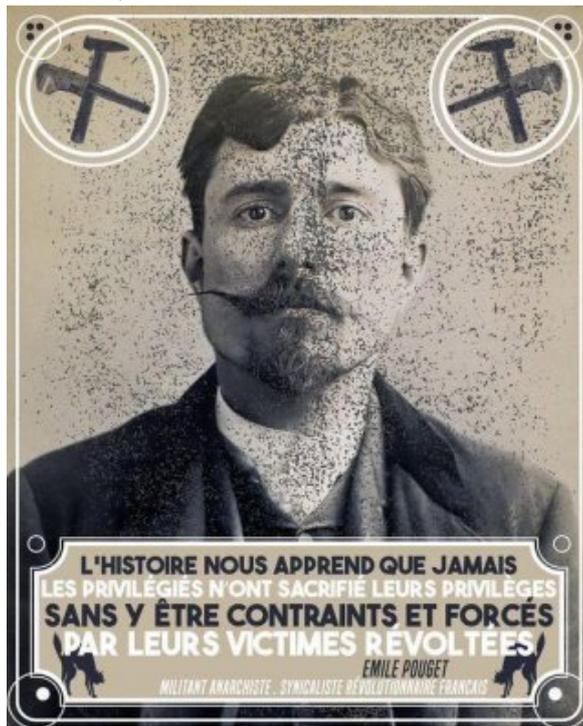
Une hausse temporaire sera également demandée aux très grosses entreprises réalisant plus d'un milliard de chiffre d'affaires - comprendre 300 entreprises sur près de... 4 millions en France. Encore une fois, il est important d'avoir les ordres de grandeur en tête, on ne parle pas du tout ici des artisans ou TPE-PME. Thierry Cotillard, le richissime patron de Mousquetaires/Intermarché, qui peut se vanter d'un confortable chiffre d'affaires à 53 milliards, est clair : s'il y a une hausse d'impôts, il y aura répercussion sur les prix en rayon et sur l'emploi, malgré les marges record de la grande distribution depuis 2022.

Alors même que se nourrir convenablement est de plus en plus difficile pour des millions de personnes, que de plus en plus de personnes ont recours aux distributions alimentaires, et que la répression contre les vols à l'étalage a été durcie en juillet 2023 avec une amende forfaitaire.

Plus que jamais la guerre des riches contre les pauvres est d'actualité. Plus que jamais, la conscience de classe est nécessaire.

► Source :

<https://contre-attaque.net/2024/10/09/40-milliards-de-coupes-budgetaires-lever-de-bouclier-contre-la-taxation-des-ric-hes-la-republique-privatisee/> (avec les liens)



Le macrolepénisme, toujours là pour servir le Capital et taper sur la gauche

L'histoire nous apprend que jamais les privilégiés n'ont sacrifié leurs privilèges sans y être contraints et forcés par leurs victimes révoltées

« Il n'y aura, en effet, intégralité d'émancipation que si disparaissent les exploités et les dirigeants et si table rase est faite de toutes les institutions capitalistes et étatiques. Une telle besogne ne peut être menée à bien pacifiquement, et encore moins légalement ! L'histoire nous apprend que jamais les privilégiés n'ont sacrifié leurs privilèges sans y être contraints et forcés par leurs victimes révoltées. Il est improbable que la bourgeoisie ait une exceptionnelle grandeur d'âme et abdique de bon gré... Il sera nécessaire de recourir à la force, qui, comme l'a dit Karl Marx, est "l'accoucheuse des sociétés".

Cet asservissement capitaliste du prolétaire qui, en échange de sa force de travail, reçoit un salaire notablement inférieur à la valeur du travail produit par lui, salarié, la bourgeoisie le proclame comme phénomène naturel. Elle va même jusqu'à affirmer le salariat immuable, sans être autrement troublée dans ses affirmations par la successive disparition de l'esclavage et du servage qui devrait la mettre en garde contre l'absurdité de prétendre que la propriété (dans la forme qu'elle le détient) fasse seule exception aux lois de la vie, qui sont mouvement et transformation. Cependant, tout en affirmant que les salariés, en tant que classe, sont voués à l'exploitation éternelle, elle trouve habile de les leurrer de la chimère d'une émancipation individuelle en faisant luire aux yeux de ses victimes la possibilité de s'évader du salariat et de prendre rang dans la classe capitaliste.

Pourquoi les flagrantes et révoltantes inégalités ? Pourquoi des miséreux manquent-ils de la pitance quotidienne, alors que certains ne savent comment gaspiller leur superflu ? Pourquoi des hommes, pour un travail infernal, ne reçoivent-ils qu'un salaire insuffisant alors que des parasites regorgent de bien être et de luxe ? Pourquoi cela ?

Par conséquent, ce qui spécifie le caractère révolutionnaire du Parti du travail, c'est que, sans jamais négliger de batailler pour l'obtention d'une amélioration de détail, il poursuit la transformation de la société capitaliste en une société harmonique.

L'oisiveté n'est vice que chez les pauvres. »

Émile Pouget (1860 - 1931)

Militant anarchiste, antimilitariste et syndicaliste révolutionnaire français

À lire :

Émile Pouget, Le Sabotage / le Parti du Travail, aux éditions Nada, et L'action directe, aux éditions Le flibustier

(post de Contre Attaque)

NOTE : pour l'émancipation, au delà des inégalités criantes inhérentes au capitalisme, c'est la notion et la pratique de "travail" qu'il faut abattre, il faudrait sortir de l'Economie et pas la faire diriger par les travailleurs plutôt que par des capitalistes.